

SUISSE

Biodiversité en péril

La Suisse est mauvaise élève en matière de biodiversité. Les mesures de protection sont insuffisantes.

MERCREDI 24 MAI 2023 SOPHIE DUPONT



Pour Pro Natura, qui a tiré la sonnette d'alarme par une action sur la Place fédérale lundi, les mesures de la Confédération sont trop timides face à l'urgence qui pèse sur la biodiversité. KEYSTONE

NATURE

La liste rouge des espèces menacées s'allonge et la Suisse ne tient pas ses engagements internationaux. Une espèce sur trois est considérée comme menacée, dont 6% au bord de l'extinction, selon le dernier rapport de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), qui fait un état des lieux tous les cinq ans. La Suisse est le pays industrialisé avec la part la plus importante d'espèces menacées.

L'activité humaine en est la principale cause. «Le phénomène est largement sous-estimé par les acteurs politiques et par la population, qui ont souvent le faux sentiment que la biodiversité se porte mieux en Suisse qu'ailleurs», relève Glenn Litsios, biologiste et directeur d'info fauna, centre national de données et d'informations sur la faune de Suisse.

La Confédération s'était engagée à consacrer 17% de son territoire national à la conservation de la biodiversité d'ici à 2020. Elle n'y est pas parvenue. Ces surfaces atteignent aujourd'hui 13% et la mise en œuvre n'est achevée que pour moins d'un projet sur cinq.

Outre les espèces, les milieux naturels (écosystèmes) sont également menacés pour la moitié d'entre eux. Les zones aquatiques souffrent particulièrement. Dans 30% des cours d'eau, la qualité de l'eau est jugée insuffisante, au vu de la faible diversité des espèces qui s'y trouvent. «Les marais, berges, rivières sont les milieux les plus transformés et les espèces liées à ces zones perdent leur habitat», constate Glenn Litsios.

Sur les surfaces agricoles, les zones de promotion de la biodiversité ont augmenté, mais ces mesures ne compensent pas les pertes, dues notamment aux produits phytosanitaires et aux apports élevés d'azote dans l'agriculture. «Aujourd'hui en Suisse, la qualité, la quantité et la mise en réseau de nombreux milieux sont insuffisantes pour sauvegarder à long terme la biodiversité et les services écosystémiques (*pollinisation, régulation de climat, etc. ndlr*)», relève le rapport.

Pour préserver la biodiversité, mettre sous cloche des zones protégées ne suffit pas. «De plus en plus, on se rend compte qu'il faut intégrer la biodiversité dans différentes politiques. L'interconnexion est importante», souligne encore Glenn Litsios. La nécessité d'action dans l'agriculture, l'urbanisme ou la foresterie par exemple, est aujourd'hui davantage mise en avant dans les rapports de la Confédération, selon le biologiste.

Batraciens sur liste rouge

Dans les milieux aquatiques, premiers écosystèmes menacés, près de 70% des espèces de batraciens sont sur liste rouge. «Sans action de maintien d'habitat, certaines espèces disparaîtraient très rapidement», observe Benedikt Schmidt, biologiste à infofauna. Les marais suisses ont disparu à 90%, pour faire place à l'agriculture.

Pour que les batraciens puissent survivre et se reproduire, les points d'eau sont importants. «Créer un étang dans une réserve ne suffit pas. Il faut un réseau dense, avec un étang tous les 500 mètres. Souvent, cela entre en concurrence avec l'agriculture. Il est difficile de trouver des lieux disponibles», poursuit Benedikt Schmidt.

Les batraciens souffrent particulièrement de la canalisation des rivières et des systèmes de drainage, utilisés par l'agriculture pour assécher les sols, dans les terrains marécageux. Mais avec les changements climatiques et les sécheresses, les intérêts de l'agriculture pourraient évoluer. «Faire place à une hydrologie plus naturelle pourrait profiter autant à la biodiversité qu'aux paysans», juge le biologiste.

Dans le parc du Jura vaudois, des étangs agro-écologiques sont construits pour abreuver les vaches et abriter des amphibiens et des libellules. «Par le dialogue, il est souvent possible de trouver des solutions bénéfiques pour l'agriculture et la nature», conclut Benedikt Schmidt.

Pour Pro Natura, qui a tiré la sonnette d'alarme par une action sur la Place fédérale lundi, les mesures de la Confédération sont trop timides face à l'urgence qui pèse sur la biodiversité. «Les dernières véritables mesures datent de 2010. Depuis, la situation continue de se dégrader et la liste des espèces menacées s'allonge», déplore Sarah Pearson Perret, secrétaire romande de Pro Natura. Alors que les pays de l'Union européenne ont mis en place de grandes aires protégées, la Suisse est à la traîne.

Changement d'optique au parlement?

Les espoirs reposent sur le parlement. Le Conseil des Etats débattrà dans deux semaines du contre-projet à l'initiative sur la biodiversité. «Aujourd'hui, seules de petites surfaces sont mises sous protection. Et elles sont souvent isolées et impactées négativement par l'environnement autour, que ce soit des routes, l'urbanisation ou l'exploitation agricole», relève Sarah Pearson Perret.

La version du contre-projet adoptée par le Conseil national mise sur un changement d'optique, d'une mise sous cloche à une vision plus intégrative: les activités agricoles et forestières seraient maintenues tout en respectant des objectifs de biodiversité.

Au Conseil des Etats, la commission a refusé d'entrer en matière sur le contre-projet. Reste au plénum à se prononcer. «J'espère que le Conseil des Etats comprendra que nous nous trouvons face à une crise majeure de la biodiversité», alerte Sarah Pearson Perret